



D'où qu'ils viennent, interdisons les licenciements

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licenciements gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont

négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Pour contacter les militant.es du
Nouveau Parti Anticapitaliste
(NPA) qui réalisent ce bulletin,
flash ce code qui envoie sur la
page contact de notre site internet.





POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

URGENCE RÉVOLUTION !



La lutte quotidienne contre le sexisme

Dans le dernier chapitre de son livre Les femmes sauveront l'hôpital, Karine Lacombe parle à mots couverts d'un chef harceleur, sexiste et attoucheur. Agnès Buzyn n'a pas eu besoin de la police judiciaire pour reconnaître en filigrane Patrick Pelloux. Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la santé, dans le dernier Paris Match, a raconté comment cette bête noire du service des Urgences de l'hôpital saint-Antoine avait été « exfiltré » au Samu en 2008 pour des violences du même genre. Les infirmières changeaient leur planning pour fuir les services de nuit où il travaillait.

Partout, des femmes sont contraintes de travailler dans une ambiance lourde de sexisme, car leurs chefs sont des hommes qui pensent encore pour certains avoir tous les droits...

L'omerta sur les violences sexistes se lève. Un combat nécessaire à mener jusqu'au bout.

Flash ce code pour lire notre article complet sur le site du NPA, intitulé « Violences sexistes et sexuelles, balance ton hôpital #MeTooHopital »



“Taxe lapin”, nouveau gadget pénalisant d'Attal

Le gouvernement sort une nouvelle mesure qui culpabilise les patients. Le patient qui prendrait un rendez-vous avec un médecin mais ne viendrait pas se verrait infliger une amende de cinq euros. S'il vaut certes mieux prévenir quand on ne peut plus honorer un rendez-vous, toutes sortes de raisons peuvent expliquer ces oublis, à commencer par la maladie elle-même.

Cette mesure de diversion ne résout pas la pénurie de médecins et les déserts médicaux, pour lesquels Attal n'a aucune solution sérieuse à proposer, sinon la promesse de former davantage de médecins, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs. Et le résultat sera identique.

M. Valletoux se voit déjà sur le podium

Il déclare aux médias que tout est prêt pour les JO dans le système de santé. Mais l'été dernier, un nombre record de services d'urgence ont dû fermer la nuit ou quelques jours. Comment s'y préparer cette fois-ci... ? A Bichat, les Urgences ont bénéficié d'un coup de peinture, et la direction descend tout les 2 jours pour regarder sans mot dire. Mais côté embauches et budget, on repassera !

Merci !

Merci à tous les collègues qui ont versé à la collecte pour le bulletin « Révolutionnaires ». Votre soutien permet au bulletin de continuer à exister. Il circule d'abord grâce à vous ! Continuez à le laisser traîner là où vous voulez qu'il soit lu.

IBODE : c'est trop cher pour le gouvernement ?

Depuis au moins 2019, le gouvernement cherche comment casser la profession d'infirmiers de bloc opératoire diplômé d'État (IBODE), pour selon lui pour répondre au problème du manque d'infirmiers spécialisés nécessaires au bloc (sans IBODE illégal de pratiquer). Par des décrets visant à élargir les actions des infirmiers non-spécialisés, le gouvernement veut rendre obsolète les IBODE.

Luttons ensemble contre la casse de nos conditions de travail et la mise en danger des patients !

Repêcher les étudiants en médecine pour les envoyer aux déserts médicaux pendant 10 ans...

Frédérique Meunier, députée de la Corrèze, a déposé une proposition de loi qui donne la “chance” aux étudiants en médecine ayant raté de peu les concours, de devenir médecin généraliste à condition d'exercer pendant 10 ans dans des territoires en tension.

Après l'année de stage supplémentaire « en priorité dans les déserts médicaux » pour les internes mise en en place par la loi de financement de la sécurité sociale de 2023, cette députée a trouvé encore mieux pour établir des médecins dans ces « déserts médicaux » : le chantage à l'embauche !

Et pourquoi ne pas plutôt former plus de médecins et investir dans les hôpitaux de province pour éviter le sous-effectif et les fermetures de service ?

Ils n'arrivent pas à embaucher mais ils discutent de comment mieux nous vivre...

Le ministre de la fonction publique, Stanislas Guerini veut « qu'on lève le tabou du licenciement dans la fonction publique ». Il a rajouté : « C'est un dévoiement du statut de la fonction publique que de considérer qu'au nom de la garantie de l'emploi on ne puisse pas se séparer d'un agent qui ne ferait pas son boulot. La justice, c'est de récompenser les agents qui sont engagés et de sanctionner ceux qui ne font pas suffisamment leur travail ». Ce discours lui a valu les félicitations du président du MEDEF Patrick Martin qui dénonce le « sureffectif de la fonction publique »...

Il faut beaucoup d'imagination pour voir du « sureffectif » dans la fonction publique hospitalière ! Au quotidien c'est plutôt le « sous-effectif », les heures sup' et la surcharge de travail. Le ministre parle aussi de rémunération des fonctionnaires « au mérite » : doit-on en conclure qu'il va baisser son propre salaire ?

De nouveau les religieux se mêlent de ce qui ne les regarde pas

En mars, Macron a commencé timidement à présenter un projet de loi sur le recours au suicide assisté pour les malades incurables dont le pronostic vital est engagé. Cette loi, dite « loi de solidarité », annonce déjà des critères stricts, mais cela a tout de même suscité l'opposition de presque tous les dirigeants religieux... que Macron s'est empressé de convier à un dîner à l'Élysée ! Le recteur de la Grande mosquée de Paris Chemseddine Hafiz s'est exclamé : « Parler d'aide à mourir, c'est hideux ! », pendant que l'évêque de Nanterre Matthieu Rougé déclarait « (qu') il s'agit d'une très mauvaise surprise » invitant Macron à avoir « la main qui tremble sur des sujets si lourds et si sensibles »... Nous, on aurait bien aimé que le Pape Jean-Paul II ait eu « la main qui tremble » au moment où il rédigeait son discours dans lequel il dénonçait l'usage du préservatif alors que le Sida faisait des ravages. On aurait aimé que les religieux s'abstiennent de s'opposer à la liberté d'avorter ou à la dépénalisation de l'homosexualité. On aimerait bien que pour une fois ils se taisent, sans faire la morale aux tétraplégiques, à ceux qui sont rongés par des cancers, bref aux malades qui ne veulent plus vivre ou à leurs familles !

Que les religieux restent dans leurs temples et qu'ils cessent de se mêler d'un débat qui ne regarde que les malades !